

Audience publique du 19 janvier 2004

Recours formé par Monsieur ..., ...
contre une décision du collège échevinal de la Ville de Luxembourg
en matière de délégation du personnel

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 15038 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 17 juin 2002 par Maître Viviane ECKER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., chargé de cours, demeurant à L-..., tendant à l'annulation d'une décision du collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Luxembourg du 14 mars 2002, par laquelle il n'a pas été fait droit à sa demande tendant à être inscrite sur les listes électorales établies en vue du renouvellement de la délégation des fonctionnaires et employés de la Ville de Luxembourg ;

Vu le jugement du tribunal administratif, deuxième chambre, du 27 février 2003 déclarant le recours irrecevable, *omisso medio*, pour non saisine au préalable du directeur de l'Inspection du Travail et des Mines ;

Vu l'arrêt de la Cour administrative du 23 octobre 2003 (n° 16231 C du rôle) réformant le jugement prédit en écartant le moyen tiré de l'irrecevabilité de recours pour cause d'*omisso medio*, tout en disant qu'il n'y a pas lieu à évocation et en renvoyant l'affaire devant le tribunal administratif autrement composé ;

Vu l'ordonnance prise par le président de la première chambre du tribunal invitant les parties à produire des mémoires supplémentaires dans les délais y impartis ;

Vu le mémoire additionnel déposé au greffe du tribunal administratif en date du 17 novembre 2003 par Maître Viviane ECKER au nom de Monsieur ... ;

Vu l'acte d'avocat à avocat du même jour portant notification de ce mémoire additionnel à Maître Louis BERNS ;

Vu le mémoire additionnel déposé au greffe du tribunal administratif en date du 12 décembre 2003 par Maître Louis BERNS au nom de l'administration communale de la Ville de Luxembourg ;

Vu l'acte d'avocat à avocat du même jour portant notification de ce mémoire additionnel à Maître Viviane ECKER ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment la décision communale critiquée ;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maîtres Guy THOMAS, en remplacement de Maître Viviane ECKER, et Nancy CARIER en remplacement de Maître Louis BERNIS en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 12 janvier 2004.

Considérant que par courrier du 7 mars 2002 à l'adresse du collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Luxembourg, Monsieur ... réclama contre le fait que son nom ne figurait pas sur « *les listes des fonctionnaires et employés qui remplissent les conditions pour exercer l'électorat actif et passif pour les élections de la délégation des fonctionnaires et employés de la Ville de Luxembourg qui se tiendront le 25 avril 2002* » et il sollicita qu'il soit remédié à cet état des choses afin de lui permettre de participer aux susdites élections ;

Que par lettre du 14 mars 2002, le collège échevinal de la Ville de Luxembourg répondit au requérant dans les termes suivants : « (...) *nous sommes au regret de vous informer que le collège des bourgmestre et échevins, après examen minutieux de votre requête, a décidé en date de ce jour de ne pas réserver de suites à votre demande* ;

En effet, vous n'êtes pas occupé par la ville sous le statut de l'employé communal, mais sous celui de l'employé privé à durée indéterminée, ce qui est par ailleurs entériné par le fait que le tribunal du travail – section des employés privés -, s'est récemment déclaré compétent [pour] connaître d'un litige vous opposant à la ville.

Un recours en annulation contre la décision de refus ci-dessus est ouvert dans le délai de trois mois auprès du tribunal administratif. (...) » ;

Considérant que c'est contre cette décision du collège échevinal de la Ville de Luxembourg du 14 mars 2002 que Monsieur ... a fait introduire un recours en l'annulation suivant requête déposée en date du 17 juin 2002 ;

Considérant que par jugement du 27 février 2003 (n° 15038 du rôle) le tribunal a retenu sa compétence pour connaître du recours en annulation introduit, tout en accueillant le moyen d'irrecevabilité *omisso medio* proposé par la Ville de Luxembourg en ce que le directeur de l'Inspection du Travail et des Mines n'a pas été préalablement saisi conformément à l'article 40, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel ;

Considérant que sur appel du demandeur ..., la Cour administrative, par arrêt du 23 octobre 2003 (n° 16231 C du rôle), a écarté le moyen d'irrecevabilité *omisso medio* prédit, en retenant que le litige sous analyse n'a pas trait à une contestation relative à l'électorat des délégations du personnel, telle que visée à l'article 40, paragraphe 1^{er} de la

loi modifiée du 18 mai 1979 précitée, mais constitue une réclamation opérée en vertu de l'article 4, alinéa 3 du règlement grand-ducal du 10 août 1991 concernant la désignation, la composition et le fonctionnement des délégations des fonctionnaires communaux ;

Que tout en disant qu'il n'y avait pas lieu à évocation de l'affaire, la Cour administrative a renvoyé le dossier devant le tribunal administratif autrement composé, réservant les frais des deux instances ;

Considérant que si à travers son mémoire additionnel du 17 novembre 2003, la partie demanderesse a, en substance, repris son argumentaire antérieurement exposé en cause, la Ville de Luxembourg, à travers son mémoire additionnel du 12 décembre 2003 a renvoyé purement et simplement à ses conclusions prises en ordre subsidiaire et quant au fond à travers son mémoire en réponse du 11 novembre 2002 ;

Considérant qu'il convient en premier lieu de retenir que le recours ayant été introduit suivant les formes et délai prévus par la loi, il est recevable ;

Considérant qu'au fond la partie demanderesse se plaint de ce que la Ville de Luxembourg, en refusant de l'inscrire sur les listes électorales établies en vue du renouvellement de la délégation des fonctionnaires communaux, le mettrait dans une situation d'exclusion, lui faisant ainsi subir une atteinte à la liberté syndicale, cette situation étant contraire tant au principe de l'égalité consacré par l'article 10bis de la Constitution, qu'à l'article 11 (5) de cette dernière, d'après lequel la loi garantit les libertés syndicales ;

Que par ailleurs se trouveraient également enfreintes plusieurs dispositions du droit international, la partie demanderesse invoquant plus particulièrement la Déclaration universelle des droits de l'homme en son article 23-4, les Conventions numéro 87 (1948) et numéro 98 (1951) de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.), ainsi que la Convention européenne des droits de l'homme prise en son article 11 de même que le Pacte international des Nations unies relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, pris en son article 8, la Charte sociale européenne, prise en son article 6 et le Traité d'Amsterdam considéré en son article 140, confortant et précisant le droit syndical dans le chef de chaque citoyen concerné ;

Que la Ville de Luxembourg de faire valoir qu'elle se serait conformée aux textes en vigueur, pour n'avoir commis ni excès ou détournement de pouvoir, ni violation de la loi, ni erreur manifeste d'appréciation en ce qu'une lacune possible en matière d'institution de délégation du personnel propre aux employés privés au service d'un employeur du secteur public ne pouvait en aucun cas lui être reprochée ;

Que la partie publique conteste par ailleurs avoir enfreint les dispositions de droit international invoquées par la partie demanderesse ;

Qu'à travers le dispositif de son recours, repris par son mémoire additionnel, la partie demanderesse conclut à voir annuler la décision attaquée pour excès et

détournement de pouvoir, violation de la loi ou des formes destinées à protéger les intérêts privés et pour erreur manifeste d'appréciation, sinon à voir saisir la Cour Constitutionnelle de la question de la conformité du texte de loi modifié du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, désigné ci-après par le « *statut général des fonctionnaires communaux* », par rapport aux articles 10bis et 11 (5) de la Constitution ;

Considérant qu'étant donné que dans un rôle parallèle (n° 15036a, Ute GUTH) le tribunal est amené, par jugement de ce jour, de surseoir à statuer jusqu'à ce que la Cour Constitutionnelle ait statué à titre préjudiciel sur la question suivante : « *L'article 1^{er} de la loi modifiée du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel et l'article 43 points 5 et 9 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, combinés, sinon pris isolément, sont-ils conformes aux articles 10bis et 11 (5) de la Constitution combinés, sinon pris individuellement ?* », il convient, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, en vue d'éviter tous double emploi et redite, de surseoir également à statuer en l'occurrence jusqu'à ce que la Cour Constitutionnelle ait pu transmettre au tribunal son arrêt sur la question préjudicielle posée, étant constant que tous les aspects de la question posée conditionnent également la présente affaire de façon immédiate au fond ;

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

déclare le recours recevable ;

au fond, surseoit à statuer jusqu'à ce que la Cour Constitutionnelle ait statué à titre préjudiciel sur la question lui soumise dans le cadre du recours numéro 15036a ;

réserve les frais ;

fixe l'affaire au rôle général ;

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 19 janvier 2004 par :

M. Delaporte, premier vice-président,
Mme Lenert, premier juge,
Mme Thomé, juge,

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

s. Schmit

s. Delaporte